

L'effet de la bonne gouvernance sur la croissance : cas de la Mauritanie

The Impact of Good Governance on Growth: The Case of Mauritania

Imijene khdeije

Docteur en Sciences économiques

Faculté d'Economie et de Gestion

Université de Nouakchott Al-asriya– Nouakchott–Mauritanie

Unité de recherche Macroéconomie, Croissance et Développement (URMCD)

Date de soumission : 04/08/2026

Date d'acceptation : 30/09/2026

Pour citer cet article :

Imijene. K. (2026) « L'effet de la bonne gouvernance sur la croissance : cas de la Mauritanie », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 7 : Numéro 10 » pp : 411- 434.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

Le présent article vise à examiner la question du développement économique en Mauritanie à travers la relation entre gouvernance et croissance économique sur la période 2000-2024, en s'appuyant sur le modèle Autoregressive Distributed Lag (ARDL) et le test de cointégration aux bornes afin de vérifier l'existence d'une relation de long terme. Les résultats empiriques révèlent une dynamique contrastée selon l'horizon temporel considéré. À court terme, la qualité globale de la gouvernance exerce un effet négatif et significatif sur la croissance, résultat attribué à la persistance de problèmes structurels tels que le chômage, la pauvreté, la corruption et l'insécurité. À l'inverse, la participation citoyenne, appréhendée à travers l'indicateur de voix et de responsabilité, stimule significativement la croissance à court terme. À long terme, en revanche, aucun de ces effets institutionnels ne se maintient de manière statistiquement robuste, ce qui suggère un retour progressif de l'économie mauritanienne vers son équilibre de long terme, indépendamment de l'influence isolée des variables de gouvernance étudiées.

Mots-clés : Gouvernance ; la qualité institutionnelle ; croissance économique ; Mauritanie ; modèle ARDL.

Abstract

This article aims to examine the question of economic development in Mauritania through the relationship between governance and economic growth over the period 2000-2024, drawing on the Autoregressive Distributed Lag (ARDL) model and the bounds testing approach to cointegration in order to verify the existence of a long-run relationship. The empirical findings reveal a contrasting dynamic depending on the time horizon considered. In the short run, overall governance quality exerts a negative and significant effect on growth, a result attributed to the persistence of structural problems such as unemployment, poverty, corruption, and insecurity. Conversely, citizen participation, captured through the voice and accountability indicator, significantly stimulates growth in the short run. In the long run, however, none of these institutional effects remains statistically robust, which suggests a gradual return of the Mauritanian economy toward its long-run equilibrium, independent of the isolated influence of the governance variables studied.

Keywords: Governance; Institutional quality; Economic Growth; Mauritania; ARDL model

Introduction

Ces dernières années, on observe un intérêt croissant pour ce que l'on appelle la « bonne gouvernance » chez les économistes et les décideurs politiques, au sein de l'économie du développement. Les économistes considèrent la gouvernance comme l'un des facteurs clés expliquant la divergence de performance entre les pays en développement. L'importance croissante accordée à la gouvernance au sein de l'orthodoxie économique dominante reflète le fait que l'État joue un rôle essentiel, même dans une société orientée vers le marché. Si les économistes divergent sur ce sujet, ils s'accordent néanmoins à s'interroger sur les types de capacités étatiques qui constituent les capacités de gouvernance essentielles à l'atteinte d'un niveau de développement favorable, soulignant ainsi l'importance de la gouvernance aux côtés d'autres facteurs dans les premières étapes du développement.

L'intérêt pour la relation entre gouvernance et croissance a émergé au début des années 1990, avec des études (Campos & Nugent, 1999 ; Kaufmann et al., 1999a, 1999b) mettant en évidence un impact positif de l'amélioration de la qualité de la gouvernance sur la croissance économique. Les travaux menés par la Banque mondiale (Kaufmann & Kraay, 2002), les Nations Unies (Nations Unies, 2000) et le Fonds monétaire international (FMI) confirment que la bonne gouvernance stimule la croissance économique. La gouvernance contribue à de meilleures performances économiques et favorise l'élaboration de politiques saines au sein d'un pays (Rodrik, 2008). Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2004) notent que la bonne gouvernance exerce une influence positive sur la croissance économique, et que le revenu par habitant et la qualité de la gouvernance sont positivement liés.

North (1990) a montré qu'une croissance économique élevée nécessite une réduction des coûts de transaction, et que cette réduction est liée au système de droits de propriété mis en place par le gouvernement ; autrement dit, ce sont les institutions établies qui déterminent fortement le niveau de croissance d'un pays. Les facteurs politiques et institutionnels ont également été mis en avant dans le renouvellement des modèles de croissance économique.

La Mauritanie classé parmi les moins avancés (PMA), avec un PIB d'environ 10,5 milliards de dollars en 2023, l'économie mauritanienne demeure structurellement vulnérable aux chocs externes du fait de sa forte dépendance aux industries extractives fer, or, cuivre et à la pêche. Cette dépendance se traduit par une croissance économique volatile, largement corrélée aux fluctuations des cours mondiaux des matières premières : après une croissance robuste de 6,4 % en 2022, le rythme s'est ralenti à 3,4 % en 2023 selon le FMI, en raison notamment de la faible performance du secteur non extractif et particulièrement du secteur agricole, affecté par

la sécheresse, avant de connaître un nouveau rebond porté par le démarrage, fin 2024, de la production gazière du champ offshore Grand Tortue Ahmeyim (GTA), exploité conjointement avec le Sénégal. Sur le plan institutionnel, le pays fait face à des défis de gouvernance importants : il était classé 130e sur 180 pays au classement de Transparency International en 2022 concernant la perception de la corruption, et 41e sur 54 pays au classement Mo Ibrahim sur la gouvernance en 2021, tandis que le climat des affaires demeure marqué par une insécurité juridique et des lourdeurs administratives. Conscientes de ces enjeux, les autorités mauritaniennes ont engagé, depuis 2016, une Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP), couvrant la période 2016-2030, dont l'amélioration de la gouvernance constitue l'un des piliers fondamentaux. Cette dynamique s'est poursuivie après la réélection du président Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani en juin 2024, avec l'adoption d'un cadre stratégique articulé autour de cinq piliers, parmi lesquels figure en première place la gouvernance institutionnelle.

C'est dans ce contexte de réformes institutionnelles engagées, mais encore inachevées, et de dépendance persistante aux ressources naturelles, que se pose la question du rôle effectif joué par la gouvernance dans la dynamique de croissance économique du pays. L'étude que nous allons mener pour tester ce lien s'appuie principalement sur le modèle de Barro (1990). Pour mesurer l'effet de la gouvernance sur la croissance en Mauritanie, nous avons construit un indice de gouvernance regroupant les six indicateurs de la Banque mondiale, également connus sous le nom de leurs auteurs, Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (KKM). La question qui se pose est la suivante : quel est le lien entre croissance économique et gouvernance en Mauritanie ? À notre connaissance, aucune étude n'a encore testé cette relation dans le contexte mauritanien.

1. Revue de la littérature théorique

Le modèle de la croissance exogène marque certaine insuffisance pour expliquer la croissance stable à l'équilibre, plusieurs tentatives de comprendre la croissance établie par des auteurs comme (Barro, 1990) , (Lucas, 1988), Romer (1986), McKinnon et Shaw (1973), Barro (1989), Roubini et Sala-I-Martin (1995) ont développé des modèles de croissance endogène en étudiant les facteurs « proxys » de la croissance. Théoriquement, la croissance était toujours liée au capital, travail et le progrès technique, Cependant, l'accumulation du capital et la croissance de la productivité étant endogènes, ces modèles ne permettent pas d'analyser structurellement la croissance, car les relations de causalité sont incertaines et des relations de causalité inverse sont possibles. Ces modèles n'expliquent pas non plus pourquoi certaines sociétés parviennent à accumuler et à innover plus vite que d'autres. Mais la nouvelle économie institutionnelle met

l'accent sur le rôle crucial des institutions et de la gouvernance dans le développement et la croissance d'un pays, Et montre que des institutions efficaces peuvent faire la différence dans le succès des réformes du marché et affirme même que les institutions constituent un des facteurs déterminants de la croissance économique de long terme.

Les économistes se sont donc rapidement tournés vers des variables profondes, en particulier les variables institutionnelles pour tenter de justifier les écarts de production entre pays inexpliqués par les seules variables économiques. La gouvernance est apparue dans l'économie du développement pour renouveler le débat entre l'État et le marché, en tenant compte du nouveau facteur, les institutions et leur niveau d'application afin de parvenir à une croissance et à un développement économiques durables. La gouvernance devient une question majeure dans tout débat sur le développement. La plupart des études menées avant les années 1990 portaient principalement sur les effets de la mauvaise gouvernance sur les sources de la croissance plutôt que sur son impact direct sur la croissance économique des pays émergents. Ce fait est généralement expliqué par ces études étaient des discours théoriques plutôt que des conditions nécessaires à la croissance et au développement. En tant que concept, la gouvernance est très large et multiforme. Il se concentre sur la façon dont l'État exerce son pouvoir pour gérer diverses composantes économiques et sociales (Banque mondiale, 1994).

Au début des années 1990, l'importance de la relation entre la croissance économique et la gouvernance a commencé à être étudiée (Perkins et al., 2006 ; Banque mondiale, 1994) et est devenue presque une évidence (Kadhim, 2013). Des études (Campos & Nugent, 1999 ; Kaufmann et al., 1999b, 1999a) ont trouvé un impact positif de l'amélioration de la qualité de la gouvernance sur la croissance économique. Des études menées par la Banque mondiale (Kaufmann & Kraay, 2002), les Nations unies (Nations unies, 2000) et le Fonds monétaire international (FMI) confirment que la bonne gouvernance stimule la croissance économique. La gouvernance contribue à de meilleures performances économiques et favorise l'élaboration de politiques saines dans un pays (Rodrik, 2008). Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2004) ont noté que la bonne gouvernance a un effet positif sur la croissance économique, le revenu par tête et la qualité de la gouvernance sont liés positivement.

North (1990) a montré qu'une croissance économique élevée passe par une baisse des coûts de transaction, et que cette baisse est liée principalement aux systèmes des droits de propriété mis en place par le gouvernement, autrement dit ce sont les institutions mises en place qui déterminent fortement le niveau de croissance d'un pays. Les facteurs politiques et institutionnels dans le cadre du renouvellement des modèles de croissance économique sont

également mis en évidence. La corruption, le chômage, la pauvreté, l'inefficacité des services publics, le crime, l'absence de sécurité ou la violation des droits de l'homme, manque de participation des citoyens à l'égard de la chose publique sont les principaux facteurs qui constituent une entrave à la bonne gouvernance. La démocratie chez Barro (1996), le respect des droits de propriété chez Clague, Keefer et Olson (1996), l'instabilité politique chez Alesina et Perotti (1994). Rodrik (1999) soutient l'idée selon laquelle une bonne gouvernance serait une condition nécessaire pour le succès des économies de marché.

2. Revue de la littérature Empirique

Nombreux travaux empiriques traitant le lien entre la gouvernance et la croissance économiques, ces travaux suggèrent que la bonne qualité institutionnelle est vitale pour la croissance économique. En effet, les études en coupes transversales ont été l'instrument favori pour les économistes pour évaluer la relation entre la gouvernance et la croissance. La plupart des études sont réalisées sur des données panel sur une période bien déterminée. La manière de déterminer le modèle et sa spécification reste au cœur des interrogations qui ont été abordée évidemment dans le cadre de la littérature empirique de la croissance.

Plusieurs études économétriques sont développées par des auteurs comme Scully (1988), Grier et Tullock (1989), Barro (1996), Helliwell (1994) et Isham, Kaufman et Pritchett (1997) affirment liaison positive entre l'indicateur des libertés civiles comme mesure du cadre institutionnel et la croissance économique pour la plupart des pays en question pris dans leur échantillon. Ce qui concerne, les indicateurs des règles et des lois, Kaufmann, Kraay et Mastruzzi (2004) montrent que la bonne gouvernance exerce un impact positif sur la croissance. De même résultat est obtenu par Acemoglu, Johnson et Robinson (2004). Ces auteurs ont montré que l'écart de croissance entre les pays riches et les pays pauvres est dû en grande partie à la différence dans la garantie des droits de propriété dans ces pays. Rodrik (1999) support l'idée selon laquelle une bonne gouvernance serait une condition nécessaire pour améliorer les résultats économiques. En retenant l'instabilité et les violences politiques comme variable explicative de la croissance, Barro (1991) et Londregan et Poole (1992) développent un modèle économétrique robuste confirmant une corrélation positive entre les deux variables. L'instabilité et les violences politiques engendrent un faible niveau de croissance. Un résultat identique a été obtenu par Alesina et Perotti (1996), mais en retenant l'instabilité et les violences politiques comme variable dépendante de la croissance. Par ailleurs, Easterly et Levine (2002) qui ont employé l'indice global de gouvernance de Kaufmann pour montrer que la gouvernance affecte positivement et significativement la croissance. Également, Knack et Keefer (1995)

construit deux indices mesurant la sécurité des contrats et les droits de propriété arrivent à la conclusion que ces deux indicateurs sont positivement corrélés à la croissance. De plus, Mauro (1995) trouve un effet positif et significatif des indices des institutions construites par le Business International (BI) : l'indice de la corruption, l'indice de la qualité bureaucratique et l'indice de la stabilité politique sur la croissance.

2.1.La relation entre démocratie et croissance

La démocratie est la principale source du lobbying, en particulier dans les pays du tiers monde. En réalité, la démocratie représente un changement politique et cela passe par des élections libres régulières qui nécessitent une compétition entre la partie politique. En effet, grâce aux élections, divers groupes de pression peuvent faire entendre leur voix dans l'arène politique et imposer des politiques économiques dans leur intérêt. À propos de la théorie de l'école du choix public les élus ont tendances à augmenter certaines dépenses publiques ou certaines recettes en vue d'une élection future dans le but de favoriser leur réélection. En conséquence, les décisions économiques sont sous optimales sous l'influence de l'opinion publique ou de groupes de pression. Tandis qu'il est courant, qu'un régime autoritaire aura tendance à s'accaparer les richesses produites, plutôt qu'à les redistribuer. Par contre Il y a des auteurs optimistes qui considère la démocratie une source de la croissance notamment à partir de système redistributif permettant la fourniture de biens publics et le développement d'un système éducatif pour tous. Un régime démocratique aura donc davantage tendance à redistribuer aux individus et aux régions plus modestes afin d'assurer une certaine homogénéisation de la société tout en assurant une société plus juste et équitable. La relation entre la démocratie et la croissance économique a été testée empiriquement, et toujours sujets à débats. Les travaux empiriques sur ce sujet générés deux approches :

2.1.1. L'approche optimiste ou orthodoxe

Les auteurs de cette approche regroupent (North, 1990), Przeworski et Limongi (1993), Barro, (1999), Feng (2004), Heo et Tan (2001) affirment l'existence d'un effet positif d'un système démocratique sur la croissance économique dans les pays en développement. En outre, ces auteurs soutiennent l'idée que les processus démocratiques créent les circonstances politiques favorables pour améliorer la croissance économique à travers l'existence et l'exercice des libertés civiques fondamentales et des droits politiques.

North (1990) accentue alors que dans un pays démocratique, si le gouvernement adopte une régulation inappropriée de l'économie, le mécanisme électoral fournit la possibilité aux citoyens de l'écarter. Par conséquent, ce mécanisme est capable d'expulser des politiciens

utilisant leur pouvoir pour s'enrichir et donc de stimuler la croissance économique. Przeworski et Limongi (1993) et Barro (1999) estiment quant à eux que la démocratie favorise les libertés politiques et économiques. Celles-ci protègent les droits de propriété et développent la concurrence sur le marché, qui sont des conditions préalables à la promotion de la croissance économique. De même, Rodrik (1999) et Baum et Lake (2003) montrent également que la démocratie assure une croissance stable et durable, en limitant l'intervention de l'Etat dans l'économie, tout en favorisant son rôle dans les domaines de l'éducation, la santé et la justice. Par ailleurs, Rodrik et Wacziarg (2005) travaillant sur un échantillon de 154 pays aussi bien développés qu'en développement et utilisant les données de panels couvrant la période de 1950 à 2000, arrivent à la conclusion selon laquelle la démocratie affecte positivement la croissance économique dans ces pays. Selon ces auteurs, lors des changements de régime, la croissance du PIB par habitant s'accélère immédiatement après la transition démocratique.

Allant dans le même sens, Acemoglu et al (2014) observent 164 pays entre 1960 et 2010 et montrent que le passage d'un système non démocratique à un système démocratique engendrerait une augmentation du PIB de 20% par habitant sur les trente années qui suivent. Toutefois, la démocratisation est précédée par une temporaire chute du PIB. L'augmentation de 20% estimée par Acemoglu et al. Peut donc sembler émaner de l'avènement de la démocratie, mais également d'un processus de rattrapage de l'économie suite à la chute du PIB qui précède la transition démocratique (situation d'instabilité et de tensions sociales engendrant une dégradation de l'activité économique). Acemoglu et al. Constatent également que la démocratisation d'un pays se transmet aux pays limitrophes, voire de la même région. Les démocratisations tendent à survenir par vagues régionales, tout comme l'instauration des dictatures. Plus récemment, Ben (2018), la démocratie affecte positivement la croissance économique que si et seulement si ces pays sont stables politiquement. D'autres auteurs tels que Dessus (1998), Ben (2018) et Hibrahim et Boniface (2019) ont démontré que la démocratie affecte positivement la croissance économique mais de façon conditionnée. Ils soutiennent que la démocratie affecte positivement la croissance économique que lorsqu'il y a alternance des chefs d'Etat au pouvoir.

2.1.2. L'approche pessimiste ou hétérodoxe

Les auteurs de cette approche soutiennent l'idée que la démocratie engendre des désordres et des grèves qui ralentissent l'activité économique et donc la production des biens et des services. En conséquence, les effets négatifs de la démocratie sur la croissance économique.

Contrairement aux deux études citées ci-dessus. Barro (1996) observe 100 pays entre 1960 et 1990 et affirme que la démocratie a un faible effet négatif sur la croissance économique, à l'inverse de l'étude d'Acemoglu et al (2014). Barro estime que les pays occidentaux devraient aider les pays non démocratiques en exportant leur système économique, notamment les droits de propriété, le libre marché et le capital humain, plutôt que leur système politique. Selon lui, le développement économique passe par la libéralisation du marché, ce qui amorcera le processus démocratique dans le pays et non l'inverse, c'est-à-dire en premier lieu la mise en place d'un régime démocratique qui favorisera la croissance économique. Barro conclut que davantage de démocratie n'entraînerait pas nécessairement un surplus de croissance mais pourrait avoir un faible effet positif dans un pays peu démocratique. Par ailleurs, Alesina et Rodrik, (1994) ; Persson et Tabellini (1994) ; Acemoglu et Robinson, (2006) pensent qu'étant donné que les individus à faibles revenus ont une forte demande pour la consommation immédiate, ils usent de leur pouvoir politique pour faire accroître les salaires et les taxes sur le capital. Ceci les amène à voter pour des politiques de redistribution de revenus qui entravent l'accumulation des profits et par conséquent l'investissement et la croissance économique. Allant dans le même sens, Wade (1990), indique que la démocratie peut évincer l'investissement et par là même, freiner la croissance économique. Selon l'auteur, dans une société où le taux de chômage et de pauvreté sont élevés et une forte inégalité des revenus, la transition vers un régime politique plus démocratique peut s'accompagner d'une instabilité politique se manifestant par des grèves, des émeutes et des changements gouvernementaux brusques affectant négativement l'investissement et la croissance économique. In fine, l'on constate qu'il n'existe pas de consensus dans la littérature théorique et empirique consacrée à l'effet de la démocratie sur la croissance économique dans les PED. En fin, Nelson (1987), la démocratie engendre des manifestations qui ralentissent la croissance économique. Ainsi, le fait pour ces États de garder certaines capacités pour résister aux manifestations populistes ralentie également la croissance économique, car ces ressources auraient pu servir à l'investissement et à la production.

2.2. La relation entre corruption et croissance

La corruption apparaît chaque fois que la frontière entre la logique administrative d'intérêt général et la logique économique d'intérêt privé s'adoucit. Alesina et Weder (2002) définissent la corruption comme l'utilisation abusive de la propriété de l'Etat par un fonctionnaire pour en extraire un gain personnel. Jusqu'au début des années 1990, plusieurs auteurs ont présenté la corruption comme un moyen efficace de contourner les réglementations ou de ralentir les

procédures bureaucratiques, permettant ainsi le développement économique (Leff, 1964 ; Huntington, 1968). En effet, la corruption a longtemps été présentée comme un moyen de compenser le fonctionnement déficient des institutions publiques. Leff (1964) et Huntington (1968) soutiennent que la corruption favorise l'efficacité économique en permettant de surmonter les rigidités imposées par les gouvernements. Selon ces auteurs, la corruption faciliterait généralement la vie économique selon l'approche " Oil in the Wheels ". Par contre l'approche "Grain of Sand in the Wheels" ou Le « sable dans les engrenages » qui constitue la corruption en général repose sur l'idée que la corruption a des effets néfastes sur l'économie et ses déterminants dans le contexte d'institutions faibles. À partir des années 90, la littérature économique sur la corruption connaît une forte expansion due à l'innovation d'outils statistiques et de collecte de données empiriques sur le phénomène.

La première recherche sur l'impact de la corruption sur la croissance a été faite par (Mauro, 1995) qui utilise un panel de 58 pays avec des données de 1971 à 1983. À l'aide des méthodes OLS et 2SLS, en utilisant l'indice de corruption afin de quantifier son impact sur l'économie. Il conclut que la corruption a des effets négatifs sur le taux d'investissement et le taux de croissance du PIB par habitant. Ensuite, il a agrégé l'indice d'efficacité bureaucratique et l'indice de stabilité politique dans un indice qu'il appelle : efficacité institutionnelle (le coefficient de corrélation entre ces indices est 0,67). Ses résultats indiquent que la corruption diminue de façon significative les niveaux de croissance dans une économie.

(Mauro, 1997.) a élargi l'étude par l'augmentation de la taille d'échantillon et a examiné les liens entre la corruption et l'investissement, les effets de la corruption sur la composition des dépenses publiques. Les résultats de cette extension de l'étude confirment les conclusions précédentes de Mauro selon lesquelles la corruption affecte de manière significative la croissance économique et l'investissement dans l'économie. Encore plus, Knack et Keefer (1997b) suggèrent que la situation des pays pauvres s'accroît à cause des défaillances institutionnelles. Comme conséquence, ces pays n'arrivent pas à atteindre les technologies avancées grâce à un environnement institutionnel défaillant. Également, Tanzi et Davoodi (1997) montrent, que la corruption politique est liée positivement aux dépenses publiques en capital, car elle accroît le volume des dépenses d'investissement en augmentant le nombre de projets d'investissement et la taille desdits projets. En outre, Gupta et al. (1998) ont montré que la corruption aboutit à l'accroissement des inégalités et de la pauvreté. La corruption provoque l'apparition de plusieurs problèmes tels que la baisse de la croissance économique, des impôts agressifs, des programmes sociaux moins efficaces, un faible accès à l'éducation, des politiques

favorisant la répartition inégalitaire des actifs, une baisse des dépenses sociales et une augmentation des risques pour les investissements. Par ailleurs, Kaufman et al (1999b) ont affirmé que la corruption augmente le taux de mortalité infantile et le taux d'alphabétisation et diminue l'espérance de vie. En conséquence, l'indice de la pauvreté est corrélé négativement avec les divers indices de gouvernance et de contrôle de la corruption. Contrairement à Qu et collab. (2018), leurs « proxy » de l'intensité anticorruption est le nombre de congédiements de fonctionnaires publics. Ils trouvent qu'un congédiement supplémentaire réduit la croissance économique court terme de 0,1%.

2.3. La relation entre instabilité politique et croissance

La bonne gouvernance permet à l'économie d'être plus efficiente à travers la promotion d'incitations améliorent la compétitivité et la qualité de vie, la mauvaise gouvernance introduit une incertitude pour les agents économiques et accroît l'instabilité politique. Le champ empirique est plein des études teste l'effets de l'instabilité politique sur la croissance. La majorité de ces études affirme l'effet négatif d'un faible Etat de droit sur la croissance, notamment les droits de propriété et l'insuffisance des différents mécanismes de règlements. En général, la recherche est concentrée sur le lien entre la croissance économique et la primauté du droit. Bien que les pays riches aient tendance à avoir une règle de droit forte, l'idée que les droits de propriété et les systèmes judiciaires sont une condition pour le développement économique. Encore les agitations sociopolitiques telles que les coups d'État et les assassinats politiques peuvent trouver des origines dans la mauvaise gouvernance, qui se traduit entre autres par la violence et le non-respect des droits de propriété Selon Shleifer et Vishny (1993). Comme Murphy, Shleifer et Vishny (1993) ont montré que plus un pays respecte les droits de propriété et les règles de droit, plus il tend à observer une croissance élevée. De même Alesina et al (1996) montrent que la stabilité politique est la cause principale de la croissance économique et du bien-être. L'estimation de la relation entre la croissance du revenu par habitant et une gamme de variables, donne des résultats robustes indiquant que l'instabilité politique a un impact négatif sur la croissance. Les révolutions et les coups d'Etat semblent alors affecter négativement la croissance mais ces effets disparaissent lorsque les droits de propriété sont contrôlés (Barro 1996). Alesina et al (1996) affirment que les investisseurs étrangers qui prêtent attention à un environnement politique stable choisissent d'investir dans des pays avec moins d'incertitude politique sur les droits de propriété. Également, Svensson (1998) montre l'existence d'un effet négatif entre l'instabilité politique et la qualité des droits de propriété. Concluant que si les droits de propriété sont inclus dans l'équation de l'investissement, les

variables d'instabilité politique cessent d'être importantes. Toute amélioration de la qualité stabilisatrice des institutions entraîne alors un rapprochement de l'économie de son optimum de production et lui permet d'enregistrer des gains de croissance. Ceci constitue un premier canal d'influence que Poirson (1998) nomme l'effet d'efficacité sociale. Un second impact possible de l'instabilité politique, plus indirect, passe par l'efficacité de l'accumulation des facteurs de production. En effet, contrairement à ce qui est supposé dans le modèle de Solow (1956), l'investissement et l'accumulation de capital humain ne sont pas des données exogènes, mais dépendent en dernier ressort du cadre institutionnel qui les conditionne. Dans la même perspective, Kew (2006) montre que la mauvaise gouvernance de la classe politique peut provoquer l'instabilité politique et que, parmi les principales sources de la mauvaise gouvernance, il y a le non-respect des bases fondamentales de la démocratie et de la constitution. Des études récentes confirment l'effet défavorable de la gouvernance sur l'instabilité politique, mettant également en évidence des canaux de transmission et des implications en termes de croissance économique. Sur un panel de 100 pays et sur une période de 1984 à 2012, Farzanegan et Witthuhm (2017) ont testé la relation entre la corruption et la stabilité politique. Ils montrent, dans un premier temps, que l'un des principaux canaux de transmission entre la corruption et la croissance est l'instabilité politique. Ils ajoutent que l'instabilité politique représente 53% de l'effet négatif de la corruption sur la croissance économique. Ensuite, les auteurs montrent que la corruption ne présente d'effets politiques déstabilisant que lorsque la société connaît un changement démographique dans sa structure de base avec un seuil critique de jeunesse qui dépasse 20% environ. Les événements d'instabilité politique dans la région de MENA de 2011 présentent un argument pour ces résultats. Dans la même veine, Karnane et Quinn (2017) montrent plutôt que, c'est par le canal de l'instabilité politique générée par la corruption et la fragmentation ethnolinguistique, que ces derniers affectent négativement la croissance économique. Harcamalari et al (2018) affirment qu'un environnement politique instable provoque une réduction de l'investissement et la vitesse du développement économique et crée l'incertitude dans un pays.

3. Méthodologie Empirique

3.1.Elaboration de l'indice de la gouvernance par l'ACP

Pour mesurer l'effet de la gouvernance sur la croissance nous construis un indice de la gouvernance regroupe les six indicateurs de la banque mondiale appelée également par le nom de ses auteurs, Kauffman, Kraay et Mastruzzi (KKM) ces indicateurs sont :

CC : Contrôle de corruption : conventionnellement définie comme l'abus du pouvoir public pour gain privé. Couvre à la fois les actes mineurs de corruption, la corruption qualifiée et la captation de l'Etat.

RL : l'État de droit. L'autorité de droit Inclut plusieurs indicateurs qui estiment la mesure à laquelle les agents ont la confiance aux règles de la société et s'y soumettent. Ceux-ci incluent les perceptions de l'incidence de crime, l'efficacité et la prévisibilité du pouvoir judiciaire et l'exécution des contrats.

RQ : Qualité de régulation : incidence de politiques contraires au marché, comme le contrôle des prix ou une supervision inadéquate, mais aussi perceptions du poids que fait peser une réglementation excessive sur le commerce extérieur ou le développement des entreprises par exemple ;

GE : l'efficacité gouvernementale. Ce volet est déterminé par les mesures de la qualité des prestations des services publics, de la bureaucratie, de l'indépendance des services civils et du degré de crédibilité de l'État relativement à ses politiques et à la réalisation de ses engagements. Ces indices évaluent l'aptitude des gouvernements à formuler et à appliquer des politiques réformatrices.

PS : la stabilité politique et l'absence de violence. Ce compartiment institutionnel comprend les mesures de la probabilité de renversement du gouvernement (coup d'État, insurrection populaire et terrorisme). Il tente de capter la continuité de la politique et la possibilité qu'ont les citoyens de choisir dans la paix leurs représentants politiques.

VA : les voix citoyennes et les responsabilisations. Cette grappe inclut les sous-indicateurs concernant des aspects variés relatifs au processus politique, aux libertés civiles et à l'indépendance des médias.

$$Gouv = f(CC; RL; GE; RQ; PS; VA)$$

Pour élaborer cette variable « Gouv » nous avons utilisé l'analyse en composantes principales (ACP) est une méthode statistique permet d'analyser et de visualiser un jeu de données contenant des individus décrits par plusieurs variables quantitatives. Pour calculer cette variable nous avons utilisé SPSS.

Deux conditions nécessaires pour réaliser l'ACP la première c'est la corrélation entre la variable à partir de l'analyse de la matrice de corrélation, nous montre que majorité des coefficients à l'intérieur de cette matrice soient supérieurs à 0,5.

Tableau N°1 : Matrice de corrélation

Matrice de corrélation							
		CC	GE	PS	RQ	RL	VA
Corrélation	CC	1,000	,827	,520	,903	,549	,289
	GE	,827	1,000	,373	,833	,526	-,016
	PS	,520	,373	1,000	,493	,775	,099
	RQ	,903	,833	,493	1,000	,561	,120
	RL	,549	,526	,775	,561	1,000	,207
	VA	,289	-,016	,099	,120	,207	1,000
a. Déterminant = ,007							

Source : calcul de l'auteur sous SPSS.29

La matrice de corrélation met en évidence des relations positives et relativement fortes entre plusieurs indicateurs de gouvernance. Les corrélations les plus élevées concernent le contrôle de la corruption et la qualité de la réglementation ($r = 0,903$), l'efficacité du gouvernement et la qualité de la réglementation ($r = 0,833$), ainsi que le contrôle de la corruption et l'efficacité du gouvernement ($r = 0,827$). Ces résultats traduisent l'existence d'une forte interdépendance entre certaines dimensions institutionnelles. À l'inverse, l'indicateur relatif à la voix et à la responsabilité présente des corrélations faibles avec les autres dimensions, notamment avec l'efficacité du gouvernement ($r = -0,016$) et la stabilité politique ($r = 0,099$). Les fortes corrélations observées entre certaines variables peuvent être à l'origine d'un problème de multicolinéarité dans une estimation économétrique. Dans cette perspective, le recours à l'Analyse en Composantes Principales (ACP) apparaît pertinent afin de synthétiser l'information contenue dans les différents indicateurs de gouvernance et de construire un indicateur composite. La deuxième condition est l'étude de l'indice KMO, il faut que cet indice soit supérieur aussi à 0,5. Le tableau suivant vérifie que la mesure de précision de l'échantillonnage de Kaiser Meyer-Olkin est à l'ordre de 0,606.

Tableau N°2 : Indice KMO et test de Bartlett

Indice KMO et test de Bartlett		
Indice de Kaiser-Meyer-Olkin pour la mesure de la qualité d'échantillonnage.		,606
Test de sphéricité de Bartlett	Khi-deux approx.	100,791
	ddl	15
	Signification	,000

Source : calcul de l'auteur sous SPSS.29

Concernant la troisième condition, il faut regarder la significativité du test de Bartlett. Le test de Bartlett est significatif 0,001.

Le Tableau 3 présente les résultats de l'Analyse en Composantes Principales appliquée aux six indicateurs de gouvernance. Selon le critère de Kaiser, deux composantes sont retenues, leurs valeurs propres étant respectivement de 3,603 et 1,044, soit des valeurs supérieures à l'unité.

La première composante explique 60,056 % de la variance totale, tandis que la deuxième en explique 17,399 %. Ainsi, les deux composantes retenues permettent de restituer cumulativement 77,455 % de l'information contenue dans les six indicateurs initiaux. Ce niveau élevé de variance expliquée témoigne d'une bonne capacité de synthèse de l'ACP. Après rotation, la variance expliquée est redistribuée entre les deux composantes, passant respectivement à 57,905 % et 19,551 %, sans modification de la variance cumulée totale. Les quatre autres composantes sont écartées en raison de valeurs propres inférieures à 1. Ces résultats justifient ainsi la réduction des six indicateurs de gouvernance en deux composantes principales. Cependant, la première composante explique à elle seule 60,056 % de la variance. Les saturations montrent que CC (0,922), RQ (0,910), GE (0,847), RL (0,795) et PS (0,723) sont fortement corrélés à la première composante. En revanche, VA (0,230) est faiblement représenté par cette composante et charge fortement sur la deuxième (0,878).

Donc il est possible de retenir les deux composantes l'un indice global de gouvernance, car elle résume 60,056 % de l'information et l'autre Voix et responsabilité.

Tableau N°3 : Variance totale expliquée

Variance totale expliquée									
Composante	Valeurs propres initiales			Sommes extraites du carré des chargements			Sommes de rotation du carré des chargements		
	Total	% de la variance	% cumulé	Total	% de la variance	% cumulé	Total	% de la variance	% cumulé
1	3,603	60,056	60,056	3,603	60,056	60,056	3,474	57,905	57,905
2	1,044	17,399	77,455	1,044	17,399	77,455	1,173	19,551	77,455
3	,904	15,072	92,527						
4	,261	4,343	96,870						
5	,129	2,142	99,012						
6	,059	,988	100,000						
Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.									

Source : calcul de l'auteur sous SPSS.29

D'après l'analyse en composantes principales (ACP), deux composantes ont été retenues, sur la base du critère de Kaiser (valeur propre supérieure à 1). Ces deux composantes expliquent conjointement 77,455 % de la variance totale de l'information contenue dans les six variables initiales. L'examen de la matrice des composantes révèle une structure factorielle nette. La première composante concentre les chargements les plus élevés des variables Contrôle de la corruption (0,922), Qualité réglementaire (0,910), État de droit (0,795), Efficacité gouvernementale (0,847) et Stabilité politique (0,723), et peut donc être interprétée comme un indicateur synthétique de l'indice de la gouvernance, reflétant sa capacité administrative,

réglementaire et son intégrité. La seconde composante est dominée par la variable Voix et responsabilité (0,878), nettement distincte des cinq précédentes, et renvoie à la dimension démocratique et participative de la gouvernance. Cette dissociation entre gouvernance institutionnelle et gouvernance démocratique justifie leur traitement comme deux variables explicatives distinctes (GOUV et VA) dans le modèle estimé.

Dans l'analyse économétrique, GOUV et VA sont donc introduites séparément comme deux variables synthétiques de gouvernance.

3.1 Données et Modèle

Nous utilisons des données annuelles couvrant la période 2000-2024 pour évaluer l'impact de la bonne gouvernance sur la croissance économique en Mauritanie tout en mettant en l'accent sur le rôle des dépenses publiques et l'investissement direct étranger. Le PIB par habitant est la variable endogène et les variables explicative sont dépenses publique, l'investissement direct à l'étranger, Voix et responsabilité et indice de la gouvernance ces variables en pourcentage du PIB sauf celui institutionnelle. Les données annuelles utilisées pour les analyses sont principalement basées sur les rapports annuels tirées de tables de World Développement Indicator (WDI).

Tableau N°4 : les variables utilisées dans cette étude

Nom de la variable	Variable	Source
L'Indice de la gouvernance créé par l'auteur variant entre (-2.5 à 2.5) selon l'approche de la banque mondiale	Gouv	Banque Mondiale
Voix et responsabilité (Voice and Accountability)	VA	Banque Mondiale
Logarithme du PIB par habitant	GDP-per	Banque Mondiale
Logarithme des dépenses publiques	G	Banque Mondiale
Les entrées nettes d'IDE en % du PIB	IDE	Banque Mondiale

Source : l'auteur

3.2. Tests de Racine Unitaire

Avant de procéder à l'estimation du modèle économétrique, il est nécessaire d'examiner les propriétés de stationnarité des séries temporelles utilisées dans l'étude.

Tableau N°5 : Test de Stationnarité

Variables	Test de Dickey-Fuller augmenté				
	En Niveau		En Différence première		Ordre d'Intégration
	t-Statistique	P-value	t-Statistique	P-value	
LGDP-per	-1.725589	0.4063	-3.106908	0.0034	I (1)
Gouv	-2.623411	0.1023	-7.608761	0.0000	I (1)
VA	-4.329319	0.0001			I (0)
LG	-2.008655	0.2814	-4.525769	0.0001	I (1)
IDE	-3.980729	0.0057			I (0)

Source : Résultats obtenus à l'aide du logiciel Eviews12.

Le test de Dickey-Fuller augmenté (ADF) montre que les variables ne présentent pas toutes le même ordre d'intégration.

Les résultats obtenus montrent que la variable LGDP_PER n'est pas stationnaire en niveau, avec une probabilité de 0,4063, mais devient stationnaire après première différenciation, avec une probabilité de 0,0034. Elle est donc intégrée d'ordre I(1). De même, la variable LG est non stationnaire en niveau, avec une probabilité de 0,2814, mais devient stationnaire en première différence, avec une probabilité de 0,0001. Elle est ainsi I (1). En revanche, la variable VA est stationnaire en niveau, puisque la probabilité associée au test ADF est égale à 0,0001. Elle est donc intégrée d'ordre I (0). La variable IDE présente également une stationnarité en niveau, avec une probabilité de 0,0057, ce qui permet de la classer parmi les variables I (0).

Enfin, la variable GOUV n'est pas stationnaire en niveau, avec une probabilité de 0,1023. Toutefois, après première différenciation, elle devient stationnaire, avec une probabilité de 0,0000. Elle est donc intégrée d'ordre 1. Ainsi, les tests ADF révèlent une combinaison de variables I (0) et I (1) : VA et IDE sont I (0), tandis que LGDP_PER, LG et GOUV sont I (1). Aucun des tests réalisés ne met en évidence la présence d'une variable intégrée d'ordre deux I (2). Cette configuration satisfait donc la condition préalable à l'utilisation de l'approche ARDL. En conséquence, il est pertinent de poursuivre l'analyse par le test des limites (Bounds Test) afin de déterminer s'il existe une relation de cointégration de long terme entre les variables du modèle. Si le Bounds Test confirme l'existence d'une relation de long terme, l'estimation d'un modèle ARDL permettra ensuite d'identifier séparément les effets de court terme et les coefficients de long terme, ainsi que la vitesse d'ajustement vers l'équilibre à travers le terme de correction d'erreur.

3.3.Estimation des effets de la gouvernance sur la croissance économique

Afin d'analyser la relation entre la croissance (en logarithme, LGDP_PER) et ses déterminants ,la gouvernance (GOUV) ,la voix et la responsabilité (VA), les investissements directs étrangers (IDE) et le logarithme des dépenses publiques (LG) un modèle autorégressif à retards (ARDL) a été estimé sur la période 2000-2024, avec un échantillon ajusté de 23 observations .La spécification retenue repose sur le critère d'information d'Akaike (AIC), parmi 32 modèles le modèle sélectionné est un ARDL(2, 1, 1, 1, 1) c'est le modèle , le modèle présentant la valeur la plus faible, Car le principe du critère d'Akaike est simple , plus la valeur de l'AIC est faible, plus le modèle est bon, car il offre un compromis entre la qualité d'ajustement et le nombre de paramètres estimés.

En effet, Le modèle présente un coefficient de détermination élevé ($R^2 = 0,984$; R^2 ajusté = 0,971). Le test de Fisher confirme la significativité globale du modèle ($F = 75,71$; $p < 0,001$). Au seuil de 10 %, plusieurs variables retardées ressortent significatives : GOUV (-1) ($p = 0,078$), VA ($p = 0,083$), IDE (-1) ($p = 0,093$), ainsi que LG et LG (-1), ces deux derniers étant fortement significatifs ($p = 0,0046$ et $p = 0,0088$) avec des coefficients de signes opposés et de magnitudes proches (-0,476 et +0,458).

4. Test de cointégration (Bounds Test) et relation de court et long terme

Le test des Bounds de Pesaran et al renseigne une statistique F de 4,135 supérieures à la borne supérieure I (1), qui est de 3,49 au seuil de 5 %. L'hypothèse nulle d'absence de relation de niveau est ainsi rejetée. Ces résultats affirment l'existence d'une relation de cointégration entre les variables du modèle. Par conséquent, l'utilisation d'un modèle ARDL et d'un mécanisme de correction d'erreur est justifiée afin d'analyser conjointement les dynamiques de court et de long terme.

Tableau N°6 : Résultats du test des bornes (F-Bounds Test)

Statistique	Valeur	k
F-statistique	4,1352	4

Source : Résultats obtenus à l'aide du logiciel Eviews 12.

4.1.Dynamique de courte période

Le coefficient du terme de correction d'erreur, CointEq (-1) = -0,094980 ($p = 0,0001$), est négatif et hautement significatif, ce qui confirme formellement l'existence d'un mécanisme de retour à l'équilibre de long terme. Ce coefficient indique un ajustement lent environ 9,5 % de l'écart par rapport à l'équilibre de long terme est résorbé chaque année, ce qui implique qu'un choc mettrait plus d'une décennie à se dissiper presque entièrement.

À court terme, l'indice de gouvernance institutionnelle exerce un effet négatif et significatif sur la croissance. Ce résultat, peut s'expliquer par l'existence de coûts d'ajustement liés aux réformes institutionnelles et par le fait que les bénéfices économiques d'une amélioration de la gouvernance peuvent nécessiter un délai avant de se matérialiser. En revanche, l'indicateur de voix et responsabilité exerce un effet positif et significatif, suggérant qu'une plus grande participation citoyenne et une meilleure responsabilisation des institutions peuvent contribuer à l'amélioration de la performance économique. Les IDE présentent un effet positif mais faiblement significatif, tandis que les dépenses publiques exercent un effet négatif et significatif, ce qui peut traduire une efficacité limitée de la dépense publique.

Tableau N°7 : Régression à correction d'erreur (ECM)

ECM Regression Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LGDP_PER(-1))	-0.172737	0.124966	-1.382275	0.1921
D(GOUV)	-0.044651	0.015341	-2.910576	0.0131
D(VA)	0.032340	0.012628	2.560990	0.0250
D(IDE)	0.002233	0.001163	1.919820	0.0790
D(LG)	-0.476387	0.100732	-4.729264	0.0005
CointEq(-1)*	-0.094980	0.016020	-5.928654	0.0001
R-squared	0.820001	Mean dependent var	0.050960	
Adjusted R-squared	0.767060	S.D. dependent var	0.098128	
S.E. of regression	0.047360	Akaike info criterion	-3.042610	
Sum squared resid	0.038131	Schwarz criterion	-2.746395	
Log likelihood	40.99002	Hannan-Quinn criter.	-2.968113	
Durbin-Watson stat	1.599404			

Source : Résultats obtenus à l'aide du logiciel Eviews12.

4.2.La relation de long terme

Si le signe des coefficients de long terme est économiquement plausible effets positifs de la gouvernance, de la voix et de la responsabilité, et des IDE, effet négatif du niveau des dépenses publiques (LG), aucun n'atteint la significativité statistique individuelle au seuil conventionnel de 10 %. À long terme, l'indice de gouvernance institutionnelle présente un coefficient positif de 0,0835, mais cet effet n'est pas statistiquement significatif ($p = 0,8665$). Le signe positif suggère une relation favorable entre l'amélioration de la gouvernance institutionnelle et le PIB réel par habitant, mais cette relation ne peut pas être confirmée statistiquement. De même, la voix et responsabilité ainsi que les IDE présentent des coefficients positifs, tandis que les dépenses publiques présentent un coefficient négatif, mais aucun de ces effets n'est statistiquement significatif à long terme.

Tableau N°7 : Coefficients de long terme

Variable	Coefficient	Erreur std.	t-Statistique	Prob.
GOUV	0,0835	0,4863	0,1718	0,8665
VA	0,6248	0,6489	0,9627	0,3547
IDE	0,0606	0,0687	0,8833	0,3944
LG	-0,1966	1,2231	-0,1608	0,8750
C	7,8190	3,2593	2,3990	0,0336

Source : Résultats obtenus à l'aide du logiciel Eviews12.

$$EC = LGDP_PER - (0,0835 \cdot GOUV + 0,6248 \cdot VA + 0,0606 \cdot IDE - 0,1966 \cdot LG + 7,8190)$$

5. Tests de diagnostic et de robustesse

La validité des résultats précédents repose sur le respect des hypothèses usuelles du modèle de régression (absence d'erreur de spécification, de corrélation sérielle et d'hétéroscédasticité des résidus, normalité, stabilité des paramètres). L'ensemble de ces hypothèses a été testé ; les résultats sont synthétisés dans le tableau 8.

Tableau N°8 : Synthèse des tests de diagnostic

Test	Hypothèse nulle (H0)	Statistique	Prob.	Conclusion
RESET de Ramsey	Spécification correcte	F = 0,3438	0,5695	H0 non rejetée
CUSUM	Stabilité des paramètres	—	—	Trajectoire dans les bornes à 5 %
Breusch-Godfrey LM (2 retards)	Pas d'autocorrélation	F = 0,5339	0,6021	H0 non rejetée
Jarque-Bera	Résidus normaux	JB = 0,1175	0,9430	H0 non rejetée
Breusch-Pagan-Godfrey	Homoscédasticité	F = 1,0510	0,4606	H0 non rejetée
Glejser	Homoscédasticité	F = 1,5693	0,2273	H0 non rejetée
ARCH (1 retard)	Pas d'effet ARCH	F = 0,5074	0,4845	H0 non rejetée

Source : Résultats obtenus à l'aide du logiciel Eviews12.

La lecture des résultats repris dans le tableau n°8 ci-dessus renseigne que l'ensemble de ces tests converge vers une même conclusion : le modèle ARDL (2,1,1,1,1) est correctement spécifié. Le test RESET de Ramsey écarte l'existence d'une non-linéarité (F = 0,3438 ; Prob. = 0,5695) ; Également, les résidus ne présentent ni autocorrélation sérielle confirmée à la fois par le corrélogramme de Ljung-Box et, de façon plus rigoureuse compte tenu de la présence de retards de la variable dépendante, par le test de Breusch-Godfrey (F = 0,5339 ; Prob. = 0,6021), ni hétéroscédasticité, résultat confirmé par deux tests distincts, à savoir Breusch-Pagan-Godfrey (F = 1,0510 ; Prob. = 0,4606) et Glejser (F = 1,5693 ; Prob. = 0,2273), ainsi que par l'absence d'effet ARCH (F = 0,5074 ; Prob. = 0,4845), ni écart à la normalité, comme l'atteste le test de Jarque-Bera (JB = 0,1175 ; Prob. = 0,9430).

Conclusion

Nous avons traité l'effet de la gouvernance sur la croissance économique en Mauritanie pour la période 2000-2024. Pour ce faire, nous avons utilisé la méthode ARDL. Nous commençons notre méthodologie par la construction de l'indice de la gouvernance qui comprend les six indicateurs de la Banque Mondiale en utilisant l'analyse des composantes principales (ACP). Ensuite, on étudie la stationnarité des séries sous-études à l'aide de test de racine unitaire de Dickey-Fuller, puis nous vérifions la relation entre la croissance et la gouvernance par le test de Bounds de cointégration.

La période d'étude retenue, 2000–2024, fournit 25 observations annuelles, réduites à 23 observations exploitables après ajustement pour les retards du modèle ARDL(2,1,1,1,1), qui mobilise deux retards de la variable dépendante (le PIB par habitant, LGDP_PER) ainsi qu'un retard pour chacune des quatre variables explicatives : l'indice de gouvernance (GOUV), la voix et la responsabilité (VA), les entrées nettes d'investissements directs étrangers en pourcentage du PIB (IDE) et les dépenses publiques (LG). Ce choix de période n'est pas arbitraire : il vise à homogénéiser la série sur un régime économique cohérent, postérieur aux principales ruptures structurelles qu'a connues l'économie mauritanienne au cours des décennies précédentes, notamment la dévaluation de l'ouguiya et les programmes d'ajustement structurel des années 1990, ainsi que le démarrage de l'exploitation pétrolière offshore à partir de 2006. Intégrer une période antérieure aurait exposé le modèle à un mélange de régimes économiques difficilement comparables, ce qui aurait constitué une source de biais plus problématique que la réduction de la taille de l'échantillon. Les résultats obtenus confirment l'existence d'une relation stable à long terme avec la gouvernance et la croissance et mettent en évidence la distinction entre les effets à court et à long terme des variables institutionnelles et économiques sur le PIB réel par habitant. À court terme, ces effets sont relativement importants et variés. L'indice de gouvernance (GOUV) a un impact négatif significatif sur le PIB réel par habitant, malgré que la Mauritanie ait connu récemment un changement politique stable, les résultats renseignent l'existence d'une relation négative à court terme entre la gouvernance et la croissance économique. Ce résultat est lié principalement à la présence du chômage, de la pauvreté, de la corruption et l'inefficacités des services publics, du crime, de l'absence de sécurité et la violation des droits de l'homme, tandis que l'indice de participation et de responsabilité (VA) a un impact positif significatif expliquée par la participation des citoyens à l'égard du domaine public. L'investissement direct étranger (IDE) a également un impact positif, mais sa signification statistique est plus faible (10 %). En revanche, les dépenses publiques (LG) ont un impact négatif significatif.

Ces résultats suggèrent que les changements institutionnels et économiques peuvent avoir des répercussions immédiates sur la performance économique, mais que leurs effets ne sont pas homogènes. À long terme, le test de des Bounds affirme une relation de long terme entre les variables, aucun des coefficients (GOUV, VA, IDE et LG) n'est statistiquement significatif. Les coefficients GOUV, VA et IDE sont positifs, tandis que le coefficient LG est négatif, mais ces différences ne sont pas considérées comme statistiquement significatives. Cela suggère que les effets positifs ou négatifs observés à court terme ne persistent pas nécessairement dans le temps.

De plus, le seuil de correction d'erreur (-0,09498 ; $p = 0,0001$) est négatif et statistiquement significatif. Ceci confirme l'existence d'un mécanisme d'ajustement vers un équilibre à long terme : environ 9,5 % du déséquilibre est corrigé à chaque période.

Les résultats soulignent l'importance des variables institutionnelles et économiques sur le PIB réel par habitant à court terme, tandis que leurs effets individuels demeurent statistiquement non significatifs à long terme. Cependant, la présence d'un mécanisme correctif suggère que l'économie retrouve progressivement un état d'équilibre de long terme. Ces résultats mettent donc en évidence la nécessité d'améliorer la gouvernance, de renforcer la participation et la responsabilisation, d'attirer les investissements directs étrangers et d'accroître l'efficacité des dépenses publiques, ce qui pourrait avoir des effets économiques positifs à court terme. Toutefois, la pérennisation de ces effets exigera probablement des réformes institutionnelles et une amélioration continue de l'efficacité économique.

Bibliographie

- ABOUDOU, H., & HILMI, Y. (2025). L'impact de l'IFRS 15 sur la Gouvernance d'Entreprise: Transitions vers une Transparence Accrue et des Pratiques Financières Responsables. *International Journal of Economics and Management Sciences*, 4(3), 28-43.
- Acemoglu, Johnson et Robinson (2004), Rodrik, Subramanian et Trebbi (2002): "Governance and Private Investment in the Middle East and North Africa"
- Ait Oudra.M et I. Dada (2019) « Cointégration et Causalité entre Gouvernance et Croissance Économique : Cas du Maroc », *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit*.
- Alesina, A. et Perotti, R. (1996): "Income distribution, political instability, and investment", *European Economic Review*, No. 40, pp. 1203- 1228.
- Alesina, A., Ozler, S., Roubini, N. et Swagel, P. (1996), "Political Instability and Economic Growth", NBER Working Paper Series, Working Paper No. 4173, pp. 1-49.
- Alouani.A et Jannet.H (2020), « Relations entre gouvernance et croissance économique : Cas de la Tunisie (1996- 2017) », *International Journal of Innovation and Applied Studies*.
- Barro, R. J., 1991. « Economic Growth in a Cross Section of Countries », *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 106, Issue 2, pp. 407-443.
- Barro, R. J., 1996. « Determinants of economic growth: A cross empirical Study » NBER, Working paper, PP.1-108.
- Ben Hamouda.A (2017), « Does good governance improve economic growth and poverty reduction? », article, MPRA, <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/110907/>

- EL AISSAOUI.H et MAZOUZ.A (2022), « Relations entre la Gouvernance et la Croissance Économique : une revue de littérature empirique », article, International Journal of Economic Studies and Management (IJESM), No.6 (DECEMBER-2022)
- EL KEZAZY, H., & HILMI, Y. (2024). Le contrôle de gestion territorial: levier de la bonne gouvernance. Essai sur le cas des collectivités territoriales au Maroc. Alternatives Managériales Economiques, 6(4), 287-305.
- ENNASR. A. (2025) « Gouvernance, institutions et dynamique de la croissance : une synthèse théorique et empirique », Revue Française d'Économie et de Gestion « Volume 6 : Numéro 7 » pp : 574- 596.
- Farjallah.N et Abdelhamid.M.(2017), « Effet de l'instabilité des institutions politiques sur la croissance économique en Tunisie : une approche par le modèle ARDL », article, International Journal of Economics & Strategic Management of Business Process (ESMB) Vol.8, Issue 2, pp. 148-157
- Francis Fukuyama "Political Order and Political Decay" - 2014 - Farrar, Straus and Giroux New York- p. 57
- Harris, J. (1995). The new institutional economics and third world development. New-York : Routledge.
- HAOUDI.A et IBRAHIM.D (2019), « Etude empirique de la relation entre gouvernance et croissance économique : cas du Maroc », article, Revue du Contrôle de la Comptabilité et de l'Audit ISSN : 2550-469X <https://doi.org/10.5281/zenodo.3598084>
- HILMI, Y., FATINE, F. E., AJARRAR, N., & BELKBIRA, F. (2020). La pratique de la gouvernance d'entreprise dans la période de crise du Covid-19. Quelles reconfigurations Economiques, Managerielles et Culturelles à l'Epreuve du COVID 19?, 66.
- KAIZAR, C., Dounia, G. A. G. A., & HILMI, Y. (2026). Intelligence artificielle et contrôle de gestion: leviers d'accountability et de gouvernance efficace. Agence Francophone, 576-607.
- Kaufmann.D, Kraay.A et Mastruzzi.M (2004), « Governance Matters III, Governance Indicators for 1996-2002 », World Bank, Washington, D.C. Processed 2004.
- Kaufmann, Kraay et Zoido-lobaton: « Governance Matters », Policy Research Working Paper 2196
- Lucas, R. (1988), « On the Mechanisms of Economic Growth », Journal of Monetary Economics, Vol. 22, N°. 1, pp. 3-42.

- Mankiw.N. G, Romer. D et Weil.D. N (1992), « A contribution to the empirics of economic growth», article, quarterly Journal of Economics, vol.107, no2.
- Mauro.P (1995), « Corruption and Growth», article The Quarterly Journal of Economics, Vol. 110, Issue 3.
- OBAD J. & OUTSEKI J. (2021), « Corruption et croissance économique dans les pays nord africains », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 2 : numéro 3 » pp : 39 – 52.
- Omrane.B (2016), « Corruption Et Croissance Économique Une Approche Économétrique Sur Les Données De l'Algérie »,article,European Scientific Journal March 2016 ,edition vol.12, No.7 ISSN: 1857 – 7881 (Print) e - ISSN 1857- 7431 434
[URL:http://dx.doi.org/10.19044/esj.2016.v12n7p434](http://dx.doi.org/10.19044/esj.2016.v12n7p434)
- Pesaran.M. H, Shin.Y et Smith. R. J (2001), «Bounds testing approaches to the analysis of level relationships. », article, Journal of Applied Econometrics 16 (3), 289 326, doi.org/10.1002/jae.616
- Rodrik.D et Subramanian. A (2003), « La primauté des institutions », article, Finances & Développement,juin,pp31-34,
<http://www.imf.org/external/pubs/ft/fandd/fre/2003/06/pdf/rodrik.pdf>
- Romer.P.M (1986), « Increasing Returns and Long-Run Growth », article, Journal of Political Economy, Vol. 94, N°. 5, pp. 1002-1037.
- Ziadi.A (2016), «Governance and Economic Growth: Application of the Case of WAEMU countries», article, Journal of Academic Finance; Vol. 7, No. 2, pp. 70-82

ANNEXES

Matrice des composantes

Rotation de la matrice des composantes ^a		
	Composante	
	1	2
CC	,907	,170
GE	,908	-,170
PS	,659	,359
RQ	,931	,009
RL	,723	,403
VA	,026	,908
Méthode d'extraction : Analyse en composantes principales.		
Méthode de rotation : Varimax avec normalisation Kaiser.		
a. Convergence de la rotation dans 3 itérations.		